

**Association pour la Sauvegarde de Confignon  
A.S.C**

**Intervention de M. Philippe Mathenet, membre de l'ASC,  
lors de la conférence de presse de l'Association Pic-Vert**

**Genève, le 22 juin 2011**

Madame la secrétaire générale, Mesdames, Messieurs,

Tout d'abord, je souhaiterais remercier l'association Pic-Vert de donner à l'Association de Sauvegarde de Confignon l'occasion de s'exprimer, dans le cadre de cette conférence de presse, sur le nouveau PDCn actuellement mis à l'enquête.

Avant toute chose, laissez-moi vous présenter l'ASC. Le but de cette association est la sauvegarde du caractère villageois, rural et résidentiel de la commune de Confignon et la protection du Val de l'Aire. Cette association n'est pas en soi une association de propriétaires. Elle se veut beaucoup plus large, réunissant toutes les personnes qui ont à cœur la protection du caractère villageois de Confignon, de sa diversité biologique et urbanistique mais aussi, plus largement réunissant toutes les personnes concernées par la fragilisation croissante de la qualité de vie sur la façade ouest du canton. Forte aujourd'hui de plus d'une centaine de membres, elle regroupe aussi bien des propriétaires que des locataires, des Confignonais que des Bernésiens et des Onésiens, des cadres que des employés et des professions libérales, des jeunes que des moins jeunes.

Aujourd'hui donc, l'ASC s'élève vivement contre les projets d'urbanisation massive des autorités cantonales décrits dans le PDC Genève 2030.

A l'instar de Pic-Vert et des autres associations citoyennes présentes aujourd'hui, nous contestons fermement le fondement même d'un projet construit sur l'idée que seule l'urbanisation massive du canton permettra de détendre le marché immobilier et garantir à tous un cadre de vie de qualité.

Bien évidemment, nous reconnaissons la pertinence d'une politique réfléchie et pérenne de construction de nouveaux logements. Par contre, nous estimons que la croissance démographique attendue (+100'000 habitants entre 2005 et 2030), croissance étant à plus de 65% d'origine migratoire et cette immigration économique étant à fort pouvoir d'achat, la situation du marché immobilier va rester extrêmement tendue pour les Genevois et notamment pour la classe moyenne, grande pourvoyeuse de rentrées fiscales. Nous sommes donc particulièrement inquiets de voir les autorités s'enfermer dans une fuite en avant dont la seule issue à long terme, sur un territoire aussi exigu que le nôtre, est la péjoration définitive de la qualité de vie de ses habitants, tant en termes sociaux qu'environnementaux, et la réduction significative de l'attractivité économique de Genève.

En ce qui concerne le but même de notre association, nous estimons que la région du Val de l'Aire et de Bernex-Confignon est la grande sacrifiée sur l'autel d'une pression urbanistique initiée par les autorités avec la bénédiction des milieux immobiliers.

En effet, après Onex dans les années 60, c'est au tour de Confignon de consentir d'énormes efforts financiers pour répondre à la demande persistante de nouveaux logements. Il y a aujourd'hui Cressy, demain il y aura les Cherpines et la densification lourde prévue dans la zone villa autour de la Route de Chancy (IUS > 1.5, soit des immeubles de 6 étages). Si on ajoute à cela les PAC Bernex-Est/Bernex-Nord, les urbanisations du chemin Sur-le-Beau et de ce qui reste de la zone villa onésienne, nous aboutissons à la vision dantesque d'une immense banlieue-dortoir, engloutissant de nouveaux pans de la zone agricole ainsi que des zones vertes de villas et mettant en péril sérieux l'équilibre soi-disant protégé de la rivière Aire.

Les besoins en infrastructures nécessaires à l'accueil de ces 12'000 nouveaux logements et 12'500 emplois seront énormes, tant en terme d'infrastructures routières, de mobilité, de sécurité que d'intégration sociale. Ils sont d'ailleurs en complète incohérence avec les capacités financières de la commune de Confignon et avec son caractère villageois qui a été reconfirmé dans le plan directeur communal datant de 2006, plan validé par le Conseil d'Etat.

En conséquence, nous disons NON à une mer de béton allant de Plan-les-Ouates aux Evaux et de Lancy à l'extrémité ouest de Bernex. Nous refusons pour notre région des densités de population supérieures à la Ville de Genève et nous demandons aux autorités d'écouter enfin le monde associatif, de remettre en question leur vision d'un Canton urbain et dense et de respecter le caractère rural et naturel des communes suburbaines qui font de Genève cet endroit si spécial et envié de tous.

Merci de votre attention.